

INTERNATIONAL

Une délégation parlementaire en Colombie

En février, Caroline Morel, directrice de l'ONG Swissaid a accompagné trois parlementaires, Carlo Sommaruga, Rudolf Rechsteiner et Robert Cramer pour un séjour de deux semaines en Colombie. Interview de Carlo Sommaruga.

M. Sommaruga, quelles ont été les principales motivations à vous rendre en Colombie dans le cadre de la délégation?

Le premier objectif était de visiter avec deux collègues du Parlement suisse et la directrice de Swissaid les projets soutenus par Swissaid en Colombie dans la région du Magdalena Medio en mettant l'accent d'une part sur la problématique de la monoculture de palme et d'autre part sur la sauvegarde de la biodiversité. Le deuxième objectif était de rencontrer des responsables d'organisations de défense des droits de l'Homme, des syndicalistes, des leaders paysans et des communautés indigènes et afro colombiennes.

Quelles ont été les régions que vous avez visitées et quelles réalités avez-vous pu saisir?

Il n'a été possible de visiter qu'une seule région, celle du Magdalena Medio qui se situe au centre de la Colombie dans le sud de la province Bolivar. Nous nous sommes concentrés sur deux zones. L'une où le gouvernement colombien promeut la culture de palme. L'autre où des stratégies de cultures alternatives à la coca sont développées.

Les diverses visites de communautés et de villages de paysans et les rencontres avec les responsables associatifs locaux ont permis à la délégation parlementaire de saisir la gravité du problème du droit à la terre. En effet, les petits paysans sont confrontés à l'absence de titre de propriété. Parfois, ce sont des terres acquises sur la forêt il y a des décennies lors de la colonisation interne du pays organisée par le gouvernement et qu'ils exploitent depuis lors. Ailleurs, ce sont des paysans qui cultivent des terres dans des zones forestières en main publique qui ont été déboisées et qui ne peuvent être théoriquement affectées à la culture, même vivrière. Cependant les paysans sont là aussi depuis des années soit parce qu'ils ont été chassés par la violence de leur terre d'origine, soit parce qu'ils ont quitté les villes où ils étaient au chômage.

Vous évoquez la question de la monoculture de la palme. Qu'avez-vous pu constater?

Tout d'abord, il faut relever que cette culture s'étend sur les terres prises sur la forêt primaire il y a quelques décennies et affectées à l'élevage bovin extensif. Certes, la productivité de la terre en est accrue. Toutefois, tous les interlocuteurs sont unanimes sur le fait qu'après avoir planté de la palme, l'on ne peut plus rien planter d'autre. A la fin du cycle de vie de 25-30 ans

des palmiers, seule le replantage des palmiers est possible. Aucune culture vivrière ne peut voir le jour. Cela montre les conséquences très néfastes de la monoculture sur l'affectation des terres. Il ne sera pas possible de revenir sur des cultures répondant aux besoins de la population locale lorsque le marché international de l'huile de palme s'effondrera ou si celui des agrocarburants s'avérait moins profitable que promis. En résumé l'on peut dire que c'est un exemple de ce qu'il ne faut pas faire selon les critères posés par le rapport mondial sur l'agriculture de 2008 de l'IAASTD.



A vous entendre, petits et grands producteurs se lancent dans cette monoculture. C'est donc aussi profitable pour eux?

De fait, la production de la palme favorise les grands propriétaires qui détiennent des propriétés pouvant atteindre 2'000 à 5'000 hectares. C'est loin des domaines de 50'000 hectares de palmiers que l'on trouve en Malaisie. Mais c'est sans comparaison avec les 3 à 5 hectares dont disposent les petits paysans. Les petits producteurs cherchent à se regrouper pour obtenir les subventions et les prêts bancaires. Mais souvent, ces petits paysans n'ont pas de titres fonciers. Sans garantie à offrir, ils n'obtiennent pas de crédits. D'autres paysans octroient des droits de superficie de 30 ans à des sociétés, lesquelles s'engagent à verser un revenu fixe annuel contre le droit de planter et exploiter pour leur compte la palme sur ces terres. Il n'est pas rare que ces sociétés se trouvent en cessation de paiement de la rente aux paysans. Ces paysans se retrouvent sans terre et sans argent! J'ai pu rencontrer des paysans très pauvres qui, à quelques mètres de leur maison, voyaient les palmiers sur leurs terres données en droit de superficie dépérir par manque d'entretien, ne pouvant rien faire et ne pas recevoir un sou. Rares sont les cas de «success stories» pour les petits producteurs.

En ce qui concerne la paysannerie, avez-vous pu rencontrer des acteurs du terrain? Quelles sont leurs analyses? Quels sont les nouveaux défis ou problèmes rencontrés par les familles paysannes?

Dans la région de production de la palme, tout le monde est tenté par le mirage des bénéfices que fait miroiter la propagande gouvernementale. Mais personne ne sait ce qu'il en sera dans 5 à 10 ans au vu du tassement constant des cours mondiaux de l'huile de palme et des limites des débouchés internationaux des agrocarburants en raison de l'orientation de l'industrie automobile

grande facilité pour les entreprises multinationales comme Monsanto qui dans les faits imposent leurs semences, au détriment de la diversité des espèces locales. Un combat est mené par les organisations paysannes. Toutefois, la résistance paysanne ne peut compter sur l'appui des organisations des consommateurs qui sont en mains des deux grands partis et dont l'objectif n'est pas de remettre en cause les intérêts des groupes industriels qui leurs sont proches ou liés.

Quelle est la marge de manoeuvre ou la liberté d'action du syndicalisme paysan en Colombie?

Les organisations en tant que telles sont autorisées. Mais dans les faits, il leur est empêché d'exercer leur mission. Ainsi, dès qu'une organisation aboutit à consolider le mouvement social, les leaders sont menacés ou simplement assassinés. Tous les responsables des organisations paysannes sont des femmes et des hommes de grand courage. Ils subissent la violence des divers acteurs armés. Certains sont menacés par les paramilitaires à la solde des grands propriétaires ou des narcotrafiquants. D'autres le sont par la guérilla qui les accuse de collaboration avec le pouvoir et l'armée. La capacité d'agir de manière autonome dans ce contexte est très difficile. Il faut savoir que si le nombre des assassinats s'est réduit – ce dont le pouvoir n'arrête pas de se gargariser – c'est qu'une nouvelle stratégie est mise en place pour bloquer l'action des syndicats paysans. Cela afin de montrer un visage plus présentable vis-à-vis de la communauté internationale. Actuellement, le pouvoir incrimine les leaders en les accusant de collaboration avec la guérilla et les jette en prison. Cela déstructure complètement le mouvement paysan.

Sachant que la Suisse a signé un Accord de libre-échange avec la Colombie, comment le jugez-vous à la lumière de votre séjour sur place?

Tout le mouvement social condamne la signature de l'accord. Cette signature apparaît clairement comme un acte politique avant d'être un acte économique. L'objectif du gouvernement colombien est de faire bouger l'Union européenne et les USA pour qu'ils signent des accords similaires. Le dogme selon lequel la libre circulation des marchandises favorise l'amélioration des conditions de vie est vivement contesté. Tout particulièrement par l'incontournable réalité des faits.

Propos recueillis par Valentina Hemmeler Maïga